

UN MOIS AU RYTHME DE LA RÉSISTANCE ET DE LA RÉPRESSION AU HONDURAS

Je suis arrivée à Tegucigalpa le 6 mai, pour une mission de six mois auprès d'une organisation de défense de droits de l'Homme, préparée à me confronter à la violence de la ville, au danger des bandes armées, du narcotrafic, de la corruption. Mais dès le début, c'est un tout autre type de violence qui me saute aux yeux : la violence politique qui pèse comme une menace permanente sur les défenseurs des droits de l'Homme, les militants, les paysans et les indigènes en lutte, tous ceux qui s'opposent à la politique du gouvernement. Les agressions dont j'ai été un témoin indirect au cours de mes premières semaines à Tegucigalpa ne relèvent pas de la délinquance commune qui fait quotidiennement la Une des journaux. Elles sont l'œuvre de la répression systématique, par le gouvernement et ses alliés, de ceux qui luttent pour leurs droits. Bien que la criminalisation des mouvements sociaux se soit renforcée depuis le Coup d'État de 2009, la mobilisation reste forte malgré tout.

L'impunité généralisée empêchera probablement que ces crimes soient condamnés. Le football, érigé en religion, va distraire pendant un mois les Honduriens de la vie politique. Le combat des défenseurs des droits lui continuera, livré à la répression d'une société toujours plus militarisée.

Pauline Sfez - Projet d'accompagnement au Honduras (PROAH)

AGRESSIONS CIBLÉES



© defensoresenlinea.com

Le 8 mai 2014, Guadalupe Ruelas, directeur de l'association de défense des droits des enfants, Casa Alianza, est arrêté après être entré en collision avec des policiers à moto, devant le palais présidentiel. Frappé et d'abord laissé sans soins, il est finalement transféré à l'hôpital, puis sur la base d'un test d'alcoolémie trafiqué, accusé d'être responsable de l'accident. Cette thèse est relayée par les médias proches du pouvoir. Bien que depuis lors, les charges aient été abandonnées, faute de preuve, le véhicule de l'association et le permis de conduire de Guadalupe Ruelas ne lui ont toujours pas été rendus. Le ministère public a ouvert une enquête pour vérifier les accusations de Guadalupe Ruelas contre les policiers mais le palais présidentiel refuse de fournir aux enquêteurs les bandes des caméras de surveillance qui ont filmé l'accident.

Quelques jours avant l'agression, Casa Alianza, avait dénoncé l'inaction du gouvernement face au meurtres de 352 jeunes et enfants de moins de 23 ans au cours du premier trimestre de 2014

Le 12 mai, à 21h, dans quartier de Comayagüela, 10 balles sont tirées sur le véhicule de Rafael Barahona, conseiller municipal de Tegucigalpa et membre du parti LIBRE. Il est atteint à la main et au bras gauche. La police n'a relevé aucune trace de tentative de vol. L'agression intervient la veille de la manifestation du parti LIBRE devant le Congrès.

MANIFESTATIONS RÉPRIMÉES

Le 13 mai, des sympathisants et des députés du parti LIBRE se rassemblent devant le Congrès pour manifester leur opposition à la politique du président Juan Orlando Hernández à cent jours de son entrée en fonctions. La manifestation est violemment réprimée par la police nationale, la police militaire et les bataillons TIGRE (troupe d'intelligence et de sécurité spéciale de la police), qui brutalisent les manifestants. Les gaz lacrymogènes tirés en plein centre-ville et dans le Congrès, obligent les députés à quitter le bâtiment. Trois d'entre eux seront hospitalisés à la suite de l'intervention policière. Manuel Zelaya dépose une plainte devant le Ministère Public pour violation des droits de l'Homme quelques jours plus tard.



© EFE

Manuel Zelaya, obligé de quitter le Congrès.



Le 14 mai, à l'appel de plusieurs organisations paysannes ; de femmes ; d'associations de lutte contre la corruption et du Centre de réflexion et la recherche pour la communication (ERIC) - dirigé par les jésuites -, une colonne de 400 manifestants(e)s marche pendant deux jours de Zambrano à la capitale pour exiger la modification de la loi de réforme agraire, la libération de José Isabel « Chabelo » Morales, la suppression de la loi qui autorise les Zones d'Emploi et de Développement Économique (ZEDE), dites « villes modèles », et l'ouverture d'enquêtes sur les féminicides.

Arrivée devant le palais présidentiel, la délégation paysanne reçoit la promesse d'une audience présidentielle dans les jours suivants. La réunion n'a jamais eu lieu.

Pauline Sfez (PROAH) et Hélène Roux